

Valable jusqu'au

Mardi  
05  
Mars  
2019

Adresse du bien immobilier

154 avenue Victor Hugo  
154bis avenue Victor Hugo  
Parcelle : ED n°99  
75016 PARIS

Téléchargement



## Information des acquéreurs et locataires

PPR + sismicité + SIS + Radon + sinistres indemnisés



en application des articles L 125 - 5 , L 125 - 6,  
et L 125-7 du Code de l'environnement

ERNT Direct

### AVERTISSEMENT

Cet état est basé sur les documents et données mis à disposition par les sites des autorités "compétentes" comme les préfectures (rubrique "information des acquéreurs et locataires de bien immobilier"). Par conséquent, toute information erronée ou manquante issue de ces liens ne serait nous être opposable.

Le formulaire Etat des risques et pollutions doit être vérifié, complété et signé. Le cas échéant, le vendeur/bailleur devra y indiquer si, à sa connaissance, les travaux prescrits par le ou les PPR ont été réalisés (annotations n°2, 4 et 6 du formulaire). La déclaration de sinistres doit être complétée si le bien a été sinistré et indemnisé au titre du régime des catastrophes naturelles, minières ou technologiques.

# Etat des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués

**! Attention ...** s'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner l'immeuble, ne sont pas mentionnés par cet état.

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être en **annexe** d'un contrat de vente ou de location d'un immeuble.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n°	3 bis	du	14/02/2006	mis à jour le	07/06/2012
<b>Adresse de l'immeuble</b>		<b>code postal</b>		<b>commune</b>	
154 avenue Victor Hugo - 154bis avenue Victor Hugo Parcelle : ED n°99		75016		PARIS	

## Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention des risques naturels (PPRN)

<input checked="" type="checkbox"/>	L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR N	<sup>1</sup> oui	<input checked="" type="checkbox"/>	non	<input type="checkbox"/>
	<b>prescrit</b> <input type="checkbox"/> <b>anticipé</b> <input type="checkbox"/> <b>approuvé</b> <input checked="" type="checkbox"/>	date	19/03/1991		
<sup>1</sup>	<b>Si oui</b> , les risques naturels pris en considération sont liés à :	Mouvements de terrain			
>	L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN	<sup>2</sup> oui	<input type="checkbox"/>	non	<input checked="" type="checkbox"/>
<sup>2</sup>	<b>Si oui</b> , les travaux prescrits ont été réalisés	oui	<input type="checkbox"/>	non	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR N	<sup>1</sup> oui	<input type="checkbox"/>	non	<input type="checkbox"/>
	<b>prescrit</b> <input type="checkbox"/> <b>anticipé</b> <input type="checkbox"/> <b>approuvé</b> <input type="checkbox"/>	date			
<sup>1</sup>	<b>Si oui</b> , les risques naturels pris en considération sont liés à :				
>	L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN	<sup>2</sup> oui	<input type="checkbox"/>	non	<input type="checkbox"/>
<sup>2</sup>	<b>Si oui</b> , les travaux prescrits ont été réalisés	oui	<input type="checkbox"/>	non	<input type="checkbox"/>

## Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention des risques miniers (PPRM)

<input checked="" type="checkbox"/>	L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR M	<sup>3</sup> oui	<input type="checkbox"/>	non	<input checked="" type="checkbox"/>
-------------------------------------	---	------------------	--------------------------	-----	-------------------------------------

## Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention des risques technologiques (PPRT)

<input checked="" type="checkbox"/>	L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR T	<sup>5</sup> oui	<input type="checkbox"/>	non	<input checked="" type="checkbox"/>
-------------------------------------	---	------------------	--------------------------	-----	-------------------------------------

## Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire

>	L'immeuble se situe dans une commune de sismicité classée en	zone 1	<input checked="" type="checkbox"/>	zone 2	<input type="checkbox"/>	zone 3	<input type="checkbox"/>	zone 4	<input type="checkbox"/>	zone 5	<input type="checkbox"/>
		très faible		faible		modérée		moyenne		forte	

## Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire à potentiel radon

>	L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon classée en niveau 3	oui	<input type="checkbox"/>	non	<input checked="" type="checkbox"/>
---	--	-----	--------------------------	-----	-------------------------------------

## Information relative à la pollution des sols

>	Le terrain est situé en secteur d'information sur les sols (SIS)	oui	<input type="checkbox"/>	non	<input checked="" type="checkbox"/>
---	--	-----	--------------------------	-----	-------------------------------------

## Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T\*

\* catastrophe naturelle minière ou technologique

L'information est mentionnée dans l'acte de vente	oui	<input checked="" type="checkbox"/>	non	<input type="checkbox"/>
---	-----	-------------------------------------	-----	--------------------------

## Documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

Extrait du document de référence relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur les risques naturels majeurs du 16<sup>ème</sup> arrondissement de Paris en référence au PPR Inondation de la Seine approuvé le 19/04/2007 et aux R111-3 anciennes carrières et poches de dissolution du gypse valant PPR Mouvements de terrain approuvés les 19/03/1991 et 25/02/1977.

vendeur / bailleur

date / lieu

acquéreur / locataire

05/09/2018

information sur les risques naturels, miniers ou technologiques, la sismicité, le potentiel radon, les pollutions de sols, pour en savoir plus... consultez le site Internet :

[www.georisques.gouv.fr](http://www.georisques.gouv.fr)

## Localisation du bien immobilier concerné

Département :  
PARIS OUEST

Commune :  
PARIS 16

Section : ED  
Feuille : 000 ED 01

Échelle d'origine : 1/500  
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 05/09/2018  
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49  
©2017 Ministère de l'Action et des  
Comptes publics

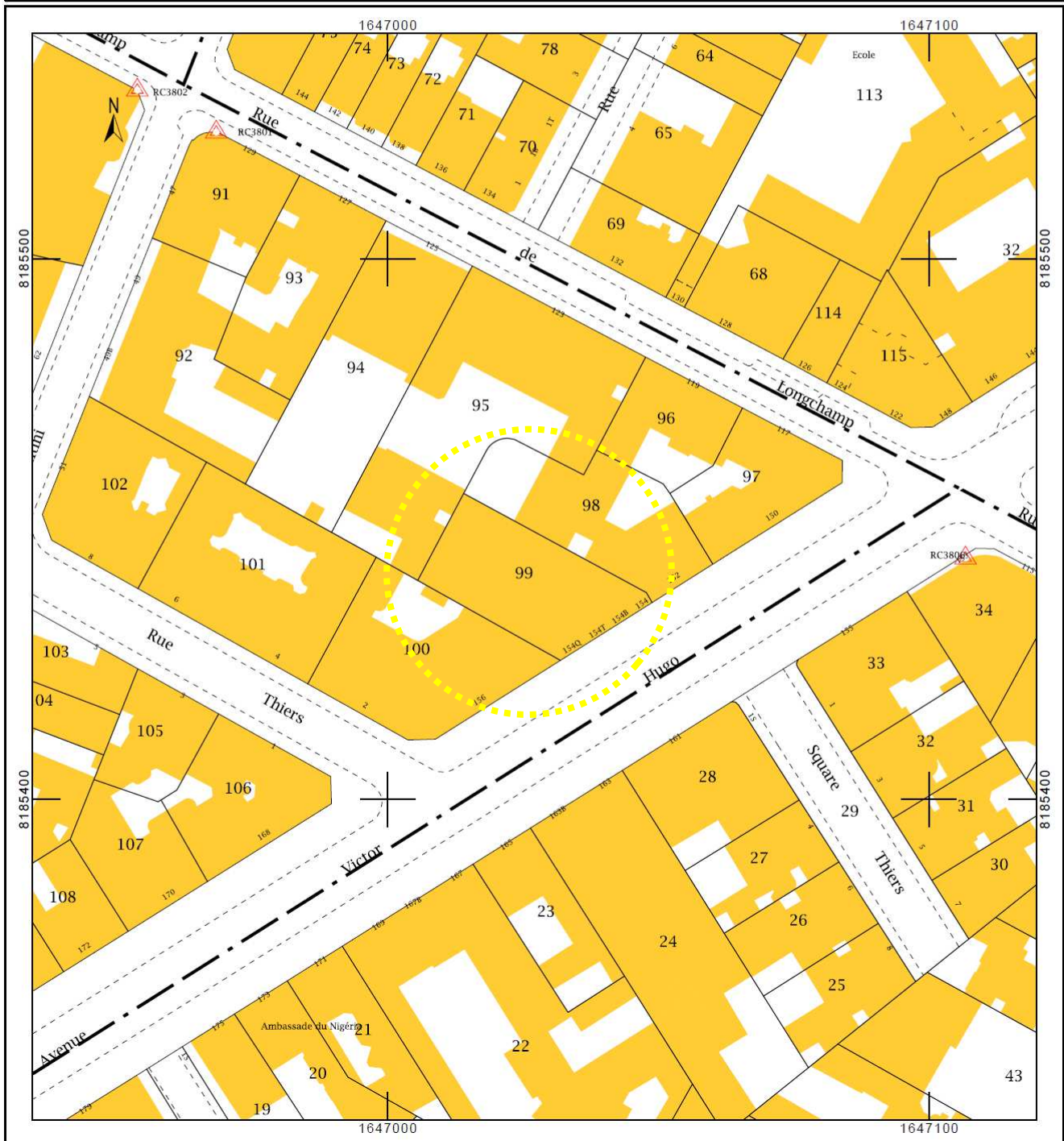
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

-----  
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL  
-----

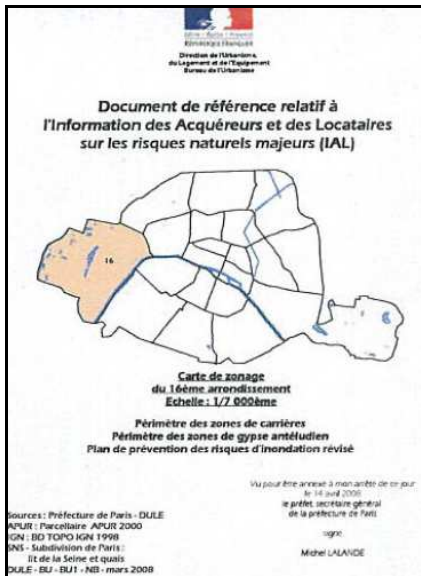
Le plan visualisé sur cet extrait est géré  
par le centre des impôts foncier suivant :  
PARIS - POLE TOPOGRAPHIQUE  
6 rue Paganini 75972  
75972 PARIS Cedex 20  
tél. 01.53.27.42.90 - fax 01.53.27.42.70  
pole.topographique.paris@dgifp.finances.  
gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr












Localisation du bien immobilier sur le plan cadastral



## Légende officielle

**Légende**

Plan de prévention des risques d'inondation révisé (arrêté préfectoral du 19 avril 2007)

-  Zone bleu sombre (incluse dans l'aléa) : niveau de submersion supérieur à 1 m
-  Zone bleu sombre hachurée (voir observation)
-  Zone bleu clair (incluse dans l'aléa)
-  Zone bleu clair hachurée (voir observation)
-  Zone rouge : grand écoulement
-  Zone verte : expansion des crues
-  Zone comportant des poches de gypse antéludien (arrêté interpréfectoral du 25 février 1977)
-  Zone d'anciennes carrières (arrêté interpréfectoral du 19 mars 1991)
-  Limites d'arrondissements

Observation : Secteurs hachurés du PPRI  
Les secteurs hachurés correspondent à des parties de parcelles où d'îlots inclus dans le périmètre des zones potentiellement inondables, par application du principe de précaution explicité page 21 du rapport de présentation. Il s'agit du complément de la parcelle pour la zone bleu sombre, et de l'îlot pour la zone bleu clair, situé au delà de la limite estimée de l'aléa.

Définition de l'îlot = Parcellaire APUR 2000

## Légende vulgarisée ERNT Direct

 **Inondations**

submersion > 1m | submersion < 1m

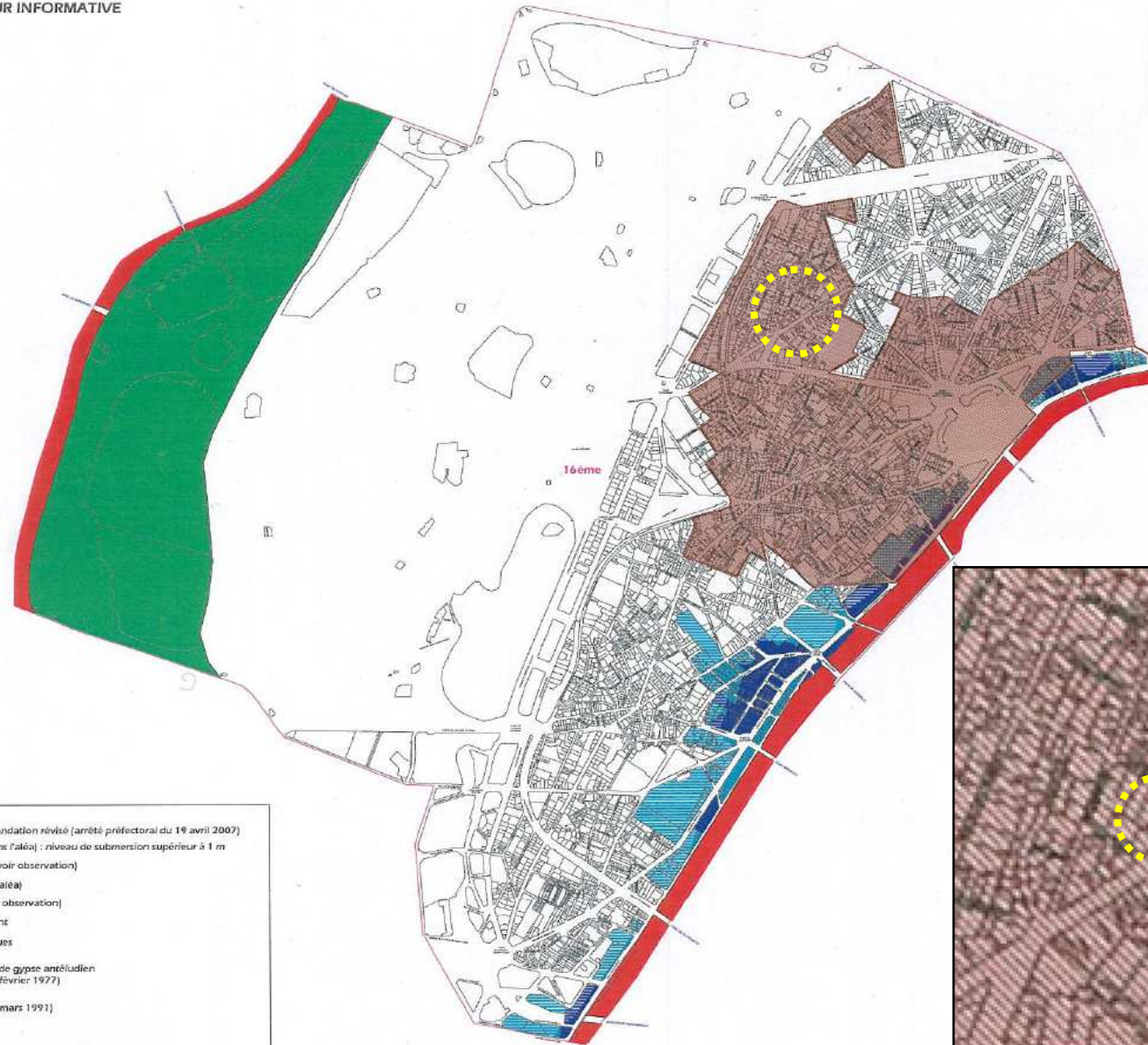
-  Forte présomption 
-  Principe de précaution 
-  écoulement habituel de la Seine, quais bas, berges ...
-  zones d'expansion de crues : espaces verts de stockage des eaux de crue.

 **Cavités souterraines**

-  zones comportant des poches de gypse antéludien
-  zones d'anciennes carrières

**Limites administratives**

-  Limites d'arrondissements



Document de référence relatif à l'information des Acquéreurs et des Locataires sur les risques naturels majeurs (ALN)

Carte de zonage du 16ème arrondissement d'Île-de-France  
Périmètre des zones de carrières  
Périmètre des zones de gypse articulaires  
Plan de prévention des risques d'inondation révisé

Source: Préfecture de Paris - DAGE  
ALN: Dossiers APUR 2000  
CZ: DDTORIS 2011  
SR: Subdivisions de Paris  
E: Et de l'Etat et de l'Etat  
M.A.L.: M.L.1 - 160 - mars 2009

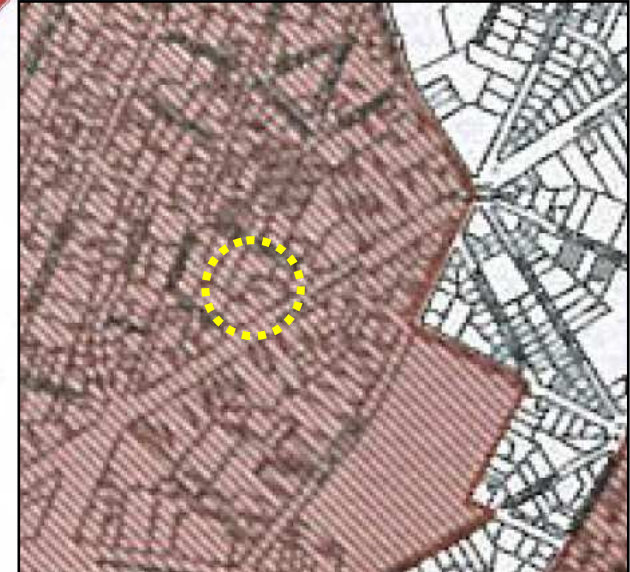
**Légende**

Plan de prévention des risques d'inondation révisé (arrêté préfectoral du 19 avril 2007)

- Zone bleu sombre (incluse dans l'aléa) : niveau de submersion supérieur à 1 m
- Zone bleu sombre hachurée (voir observation)
- Zone bleu clair (incluse dans l'aléa)
- Zone bleu clair hachurée (voir observation)
- Zone rouge : grand écoulement
- Zone verte : expansion des crues
- Zone comportant des poches de gypse antécludien (arrêté interpréfectoral du 25 février 1977)
- Zone d'anciennes carrières (arrêté interpréfectoral du 19 mars 1991)
- Limites d'arrondissements

Observation : Secteurs hachurés du PPR  
Les secteurs hachurés qui correspondent à des parties de parcelles ou d'îlots inclus dans le périmètre des zones potentiellement inondables, par application de l'article 10 du décret n° 2005-1624 du 22 décembre 2005, il s'agit du complément de la parcelle pour la zone bleu sombre, et de l'îlot pour la zone bleu clair, situés au-delà de la limite estimée de l'aléa.

Définition de l'îlot - Parcellaire APUR 2000



Le bien immobilier se situe en zone à à risques de mouvements de terrain par glissements, affaissements et effondrements liés à la présence d'anciennes carrières.

## Déclaration de sinistres Catastrophes indemnisés

En application du IV de l'article L 125-5 du code de l'environnement

**Si le bien n'a jamais été sinistré et indemnisé au titre du régime des catastrophes naturelles, minières et technologiques, cette déclaration n'est pas obligatoire.**

**Le bien n'a jamais été sinistré et indemnisé au titre du régime des catastrophes naturelles, minières et technologiques**

Je, soussigné .....  
déclare que le bien immobilier situé à l'adresse suivante : .....  
sur le territoire communal de .....  
n'a jamais fait l'objet d'une déclaration de sinistre, ni d'une indemnisation au titre du régime des catastrophes naturelles et technologiques institué par la loi du 13 juillet 1982.

**Nom et prénom du vendeur ou du bailleur :**

**Fait le :**

**Signature du vendeur ou du bailleur :**

**Signature de l'acquéreur ou du locataire :**

..... ou .....

**Le bien a été sinistré et indemnisé au titre du régime des catastrophes naturelles, minières et technologiques**

Je, soussigné .....  
déclare que le bien immobilier situé à l'adresse suivante : .....  
sur le territoire communal de .....  
a déjà fait l'objet d'un ou plusieurs sinistres et d'une ou plusieurs indemnisations au titre du régime des catastrophes naturelles et technologiques tel qu'institué par la loi du 13 juillet 1982.

*Liste des arrêtés de catastrophes ayant donné lieu à une indemnisation :*

N° du Journal Officiel	Date de parution de l'arrêté	Type de catastrophe reconnue	Caractéristiques du sinistre sur le bien immobilier

**Nom et prénom du vendeur ou du bailleur :**

**Fait le :**

**Signature du vendeur ou du bailleur :**

**Signature de l'acquéreur ou du locataire :**

### **Le Plan de prévention des risques (naturels, miniers ou technologiques) - PPR**

A partir de la connaissance des aléas, il est établi par les services de l'Etat, en association avec les collectivités et les exploitants et après concertation avec le public, pour déterminer les zones à risques et définir les mesures d'urbanisme, de construction et de gestion qu'il convient de respecter pour limiter les dommages. Il abouti donc à une cartographie réglementaire des risques naturels présents sur le territoire d'une commune.

Un PPR s'élabore en plusieurs étapes. Il est d'abord prescrit (en cours d'étude), puis soumis à enquête publique et enfin approuvé. Il s'impose alors au Plan local d'urbanisme (PLU). Dans certaines situations, afin d'éviter toute implantation dangereuse, il peut être appliqué par anticipation, avant d'être approuvé.

D'anciennes procédures comme les Plan de surface submersible [PSS], Plan de zones sensibles aux incendies de forêt [PZSIF], périmètre de l'article R111-3 du code de l'urbanisme et Plan d'exposition aux risques [PER] valent Plan de prévention des risques naturels. Les Plans de prévention des risques appliqués par anticipation ou approuvés prescrivent ou recommandent des travaux à réaliser pour les biens immobiliers implantés en zones réglementées.

### **Le zonage sismique national**

Avant le 1<sup>er</sup> mai 2011, ce zonage était établi à partir de la connaissance historique des séismes et de la connaissance géologique du territoire, selon un maillage cantonal. Le zonage actuel s'appuie sur une approche probabiliste (en fonction notamment de la topographie et des failles), selon un maillage communal. Ce zonage réglementaire, qui comprend cinq niveaux, est accompagné de règles parasismiques.

### **Le zonage à potentiel radon**

Réglementaire depuis le 1er juillet 2018, ce zonage s'appuie sur une cartographie des formations géologiques susceptibles de dégager du radon, gaz radioactif et cancérigène. Cette information est obligatoire lors d'acquisition ou de location de bien immobilier dans les communes de catégorie 3, à potentiel radon élevé, qui implique des mesures et éventuellement des travaux de mitigation pour les Etablissements recevant du public.

### **Les Secteurs d'information sur les sols – SIS**

Parcelle ou ensemble de parcelles où la pollution a été constatée par l'Etat. La présence d'une parcelle en SIS implique certaines prescriptions (étude de sol, mesure de gestion de la pollution).

### **Arrêtés de reconnaissance de l'Etat de catastrophes naturelles, minières ou technologiques**

Tout immeuble, faisant l'objet d'un contrat d'assurance habitation est assuré en cas de catastrophe naturelle depuis 1982 par le biais d'une surprime obligatoire. Les catastrophes technologiques sont quant à elles couvertes depuis 2003. Ce dispositif apporte la garantie d'une indemnisation permettant la remise en état rapide des lieux sinistrés. Il est enclenché par la reconnaissance par l'Etat du caractère exceptionnel du phénomène.

### **Document d'information communale sur les risques majeurs (Dicrim)**

Ce document ne fait pas partie de l'information des acquéreurs et locataires de bien immobilier sur les risques naturels, miniers et technologiques. Il intéresse néanmoins tout nouvel arrivant. Le Dicrim est un document d'information réalisé par le Maire qui recense les mesures de sauvegarde répondant au risque sur le territoire de la commune, notamment celles de ces mesures qu'il a prises en vertu de ses pouvoirs de police.

Il contient les données locales, départementales et nationales nécessaires à l'information des citoyens au titre du droit à l'information. Elaboré à partir des informations disponibles transmises par le représentant de l'Etat dans le département, le Préfet, il contient quatre grands types d'informations :

- la connaissance des risques naturels et technologiques dans la commune,
- les mesures prises par la commune, avec des exemples de réalisation,
- les mesures de sauvegarde à respecter en cas de danger ou d'alerte
- le plan d'affichage de ces consignes : le maire définit le plan d'affichage réglementaire dans la commune, dans les locaux et terrains mentionnés dans le décret, selon l'arrêté du 27 mai 2003 relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public. Le plan figure dans le Dicrim. Les propriétaires ou exploitants des locaux et terrains concernés par l'information doivent assurer, eux-mêmes, l'affichage.

Document réalisé par ERNT Direct  
spécialisé dans les Etats des risques depuis 2006



ERNT Direct  
05 35 54 19 27  
ernt-direct@etat-risques.com  
www.ernt-direct.com

